

Et si on se connectait ? Réponse des régions face à la crise du COVID-19.

Le 14 mai 2020, les membres hispanophones d'ORU Fogar, et le 15 mai les membres francophones, ont participé à une rencontre virtuelle au cours de laquelle des pratiques et des expériences ont été partagées concernant la façon dont des régions du monde entier luttent contre la pandémie. Ainsi, conformément à l'esprit d'interaction de l'organisation, des actions sanitaires, sociales, alimentaires et de relance économique ont été expliquées.

Abdessamad Sekkal, Président d'ORU Fogar

Le président Sekkal, a envoyé une vidéo à la rencontre des hispanophones et a participé à la réunion des francophones, afin de souligner le rôle des régions dans la lutte contre la pandémie. Il a déclaré qu'au-delà des régions compétentes en matière de santé, les régions en général avaient joué un rôle déterminant dans la diffusion des recommandations et dans la sensibilisation de la population à l'épidémie. Il a également souligné le rôle important que les régions jouent dans la prise en charge des couches les plus défavorisées.

Il a déclaré que la COVID-19 nécessite une révision majeure de la gouvernance de l'État. "Il semble important de renforcer le rôle de l'Etat-nation, va-t-il dit, mais il faudra renforcer le rôle des gouvernements locaux et régionaux pour mieux répondre aux besoins des citoyens et relever les grands défis que pose cette crise". Il a déclaré que, dans le cadre d'ORU Fogar, un large débat doit être ouvert sur les changements nécessaires dans le mode de gouvernance des États et le rôle des régions et de l'administration locale dans le monde.

Le président Sekkal a fixé les termes du débat : "Dans tous les pays, aujourd'hui, on parle de l'importance de la souveraineté face à la mondialisation et de la nécessité d'avoir des économies fortes pour y faire face. À partir de là, il y a deux façons d'aborder le sujet. Le premier consiste à renforcer le rôle de l'État central, un processus qui peut être dangereux dans les pays qui n'ont pas achevé leur transition démocratique. Le second est celui qui vise à restaurer le pouvoir aux communautés territoriales, régionales et locales. Il faut décentraliser. Dans ce sens, une fois de plus, l'efficacité du modèle allemand a été démontrée dans la gestion de la crise de la COVID-19".

Ainsi, Abdessamad Sekkal a défendu que ORU Fogar doit participer à ces débats au niveau national ou international pour soutenir la seconde voie, celle de la décentralisation, et revoir le rôle des régions dans le monde. Il a également expliqué que la pandémie nécessitait une révision de nombreuses approches de la planification territoriale et urbaine.

Enfin, notre Président a ajouté que, dans les mois à venir, nous aurions tous le défi de faire face aux problèmes de la faim qui, semble-t-il, vont se produire dans diverses zones, notamment en Afrique, à cause de l'effondrement de la chaîne de production et d'approvisionnement.

Carles Llorens, secrétaire général d'ORU Fogar

Le Secrétaire général a expliqué les actions menées pendant la pandémie. Au-delà de soutenir les régions membres dans tout ce qui est nécessaire et de diffuser leurs actions, il a expliqué que le travail de l'organisation avait eu une phase plus centrée sur le thème de la santé et une plus consacrée au domaine alimentaire à partir du mois d'avril.

Dans un premier temps avec des informations très confuses, ORU Fogar a cherché à diffuser des informations fiables. Ainsi, des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé ont été diffusées, mais aussi d'autres documents de l'OMS, comme un cours de santé, un protocole sur la manière d'agir contre les premiers cas de coronavirus ou un manuel sur la gestion d'un centre de coronavirus dans des pays aux ressources limitées.

Au cours du mois d'avril, avec une situation d'alerte alimentaire dans de nombreux pays de diffuser des recommandations et des rapports de la FAO.

LES ACTIONS SANITAIRES

Rubén Berrios, conseiller régional de Tarapaca, Chili.

La question humanitaire engendrée par les déplacements a été le principal défi de la crise. Le 26 mars, la Bolivie a fermé ses frontières, même pour les Boliviens qui se trouvaient à l'extérieur. Ainsi, à la frontière entre le Chili et la Bolivie, se sont réunis des adultes, des femmes et des enfants boliviens. Les trois maires des communes chiliennes proches des frontières ont apporté un soutien solidaire, en coopération avec des entités privées et l'Organisation internationale des migrations. Ils ont réussi à fournir une assistance médicale, un abri et de la nourriture aux 2443 Boliviens. Ils ont mis en place des centres d'hébergement et des centres de santé pour s'assurer de leur état de santé. À partir de là, ils ont organisé leur transfert en Bolivie. Les communes impliquées ont dû envoyer les groupes divisés en 16 bus, ce qui représente un voyage de 25 heures, sans pouvoir tester COVID19. Une grande partie des personnes bloquées ont pu se rendre en Bolivie, mais au moment de ce webinaire, un groupe était toujours bloqué au Chili.

Donatien Beugre, président de San Pédro, Côte d'Ivoire.

À San Pédro, une campagne de sensibilisation a été menée pour rappeler aux personnes les mesures de prévention à travers la presse locale. Les huit radios locales, qui communiquent dans les 10 dialectes locaux en plus du français, ont sensibilisé en boucle depuis le 10 avril, même les populations les plus reculées. Une visite des 11 sous-préfectures a été organisée pour diffuser les bonnes pratiques et distribuer du matériel et des trousseaux d'hygiène. Pour soutenir les populations, des kits alimentaires et non alimentaires ont été distribués au niveau régional pendant plusieurs semaines en collaboration avec le Ministère de la solidarité. Le 13 avril, à San Pédro, un centre de construction de 20 lits a été ouvert, qui n'est pour le moment pas encore,

utilisé, mais à dispositions des patients atteints de coronavirus. Au moment de la réunion, la Région de San Pédro n'avait pas de cas de COVID19.

Pierre Dimba, président du Conseil Régionale de Agneby-Tiassa, Côte d'Ivoire

Le pays a bloqué les frontières avec les pays limitrophes et les régions ont également fermé leurs frontières à l'intérieur du pays. Le principal défi était de gérer, avec les préfetures, les transferts de population entre Abidjan la capitale et les autres villes internes. Le pays a sensibilisé la population et a fourni du matériel de santé et de protection au personnel médical grâce à la synergie, entre le gouvernement central, les régions et les représentants locaux. La région d'Agneby-Tiassa a fourni de la nourriture et un abri aux personnes en quarantaine issues de la capitale. Il a également soutenu le secteur informel en l'informant du fonds créé par le gouvernement central.

Adams Diouf, président de Kaffrine et de l'Association des Départements du Sénégal

Au Sénégal, le chef de l'État a convoqué une Assemblée générale à laquelle ont participé les départements pour la prise de décisions face à la crise. A partir de là, les départements sénégalais ont entrepris des campagnes de sensibilisation et d'information sanitaire, à travers les médias dans chaque localité. Les présidents régionaux ont ouvert un fonds à la demande de chaque communauté locale. Des mesures ont été prises pour contrôler la pollution de la communauté en vue de contrôler la propagation dans les villages pauvres et les quartiers populaires. Tous les maires et représentants des départements ont formé une coalition Covid19 en collaboration avec la société civile et la Chambre de commerce du Sénégal pour stimuler la production de masques.

Luís Mariano Fernández, secrétaire aux relations internationales de Tucumán (Argentine) et secrétaire de Zicosur.

Une fois la pandémie déclarée, cette province, la plus densément peuplée d'Argentine, a mis en place un protocole d'accueil des personnes venant de l'étranger, dont 450 tucumanos répartis dans le monde qui sont retournés dans leur pays natal. Ainsi, toutes les voies d'accès à la province ont été contrôlées, avec des patrouilles sur toutes les routes. Une fois à ce point de contrôle, on prenait la température de tout le monde pour détecter les cas symptomatiques et les mettre en quarantaine. Les personnes qui ont des symptômes, ont été redirigées à l'hôpital. Les personnes sans symptômes sont allées dans les 3 hôtels mise à disposition, à des prix très abordables. Pour les personnes qui n'avaient pas la possibilité de financer un hôtel, 130 refuges ont été aménagés dans des locaux fournis par les municipalités. Toute cette opération a mis environ 10000 personnes en quarantaine. Au début de la quarantaine et cinq jours plus tard, le protocole stipulait qu'il fallait procéder à un prélèvement. Si les deux étaient négatifs, la personne pouvait rentrer chez elle, où elle était isolée. Le 16 et le 28^{ème} jour, la personne devait se soumettre à nouveau à un prélèvement. Si à la fin de ce processus tous les indicateurs étaient bons, et que la personne ne présentait pas de risque, alors elle pouvait revenir à une vie

normale, sortir pour acheter et ne pas être en isolement total comme pendant le processus. Tout a été contrôlé et organisé par un comité d'opération d'urgence.

Ramon Guevara, gouverneur de Mérida, Venezuela.

Dans l'État de Mérida, la pandémie est arrivée à un moment où les problèmes nationaux du Venezuela font que les fournitures et les services de base n'ont pas été garantis. Le gouverneur a annoncé que non seulement, il y a des coupures d'électricité durant 7 heures par jour, mais ils manquent aussi de gaz domestique et d'essence. Le manque de carburant, a-t-il expliqué, était particulièrement grave en ce qu'il affectait l'agriculture. Avec l'émergence du Covid-19, l'État de Mérida et le pouvoir exécutif national ont mis de côté leurs divergences et ont décidé de mobiliser toutes les ressources nécessaires afin de contrôler la pandémie. À Mérida, un seul cas de covid-19 a été déclaré, celui de quelqu'un qui revenait de Shanghai. Avoir si peu d'impact a été une chance car Mérida ne dispose que de 10 ventilateurs artificiels et 2 hôpitaux habilités à gérer la pandémie. La grande préoccupation a été, en tout cas, le retour de la diaspora vénézuélienne, qui a suivi une quarantaine stricte, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

Martín Guillermo, secrétaire général de l'Association des Régions Frontalières Européennes.

En tant que représentant de l'ARFE, Martin Guillermo a souligné l'importance de l'initiative conjointe des pays africains de fermer les frontières aux citoyens européens, pour arrêter la propagation. En Europe, le contrôle aux frontières a été rétabli aux points de passage frontaliers. Cela a constitué un défi pour éviter une deuxième vague, malgré le début de la décontamination. Cette mesure a montré que certaines régions étaient mieux équipées et mieux préparées que d'autres, ce qui témoigne d'une inégalité des capacités. Il a également mis en évidence un grave manque de coordination entre les pays transfrontaliers. Le repli national que la pandémie a révélé est, en tout cas, dangereux. Il est donc nécessaire de revoir la manière dont la mondialisation se développe et de développer une protection mutuelle, en particulier au sein de la communauté européenne.

Yeboue-Kouame Kouassi Pascal, président du Conseil régional du Béliers, Côte d'Ivoire.

La région du Béliers est essentiellement rurale, avec une très faible densité de population, ce qui peut expliquer que, jusqu'au moment de la réunion, il n'y ait aucun cas positif de COVID-19. Dès que le coronavirus est apparu, la région a participé à tous les comités de contrôle mis en place par les préfets. Son action se concentre principalement sur la campagne de sensibilisation. Le Conseil régional s'est rendu dans 400 villages sur l'ensemble du territoire et y a apporté des affiches et des kits sanitaires. Pour le moment, la situation est sous contrôle, mais nous devons nous projeter dans l'avenir, avoir un comité de réflexion sur COVID19 et envisager la mise en œuvre de bonnes pratiques similaires dont celles promues par les membres d'ORU Fogar.

Amedee Pare, secrétaire général du Conseil Régional du Hauts Bassins, Burkina Faso.

Le comité régional des Hauts Bassins s'est engagé à fond dans la lutte contre la pandémie. Premièrement, en sensibilisant les gens, à travers les médias et les associations, aux mesures d'hygiène, au besoin du respect de la distance sociale et de créer des barrières. Ensuite, au niveau du secteur de la santé, en achetant du matériel technique et des produits pour aider le personnel hospitalier. La région a également dû s'impliquer dans l'aide aux personnes les plus vulnérables. Les communautés sont finalement responsables de la mise en œuvre des décisions nationales sur les mesures économiques.

Abdessamad Sekkal, président du Conseil régional de Rabat Salé Kénitra, Maroc

Depuis la détection des premiers cas de coronavirus, le Maroc a été l'un des premiers pays à appliquer des mesures de confinement, de désengagement social et de fermeture des frontières. À partir de là, le gouvernement central et les régions ont créé le Fonds national de solidarité. Ce fonds a permis d'augmenter le nombre de lits de réanimation (de 1600 lits à plus de 3000 lits), et il a également renforcé l'industrie textile pour produire 10 millions de masques par jour. Ces masques sont maintenant exportés vers d'autres pays européens et africains. Dans le cadre de l'Association des régions du Maroc, Rabat Salé Kénitra a acheté et distribué des produits de santé et de protection. Au-delà, la région a fourni des véhicules pour les déplacements du personnel médical. En ce qui concerne l'aide sociale, des vivres ont été distribués et des efforts considérables ont été faits pour loger les sans-abris dans des centres, afin de ne laisser personne dans la rue. Au niveau régional, des mesures d'hygiène ont été prises pour garantir les conditions de travail. Pour assurer la continuité de l'activité économique, à Rabat Salé Kénitra, les projets entrepris dans la région ont été maintenus.

Hassane Soumana, secrétaire général de l'Association des régions du Niger

Au Niger, les régions ont travaillé ensemble pour renforcer leur économie par une campagne de sensibilisation, dès que la capitale a fermé. Le service public a été réduit de 90 %, ce qui a aidé à contrôler la propagation, mais cela a eu des conséquences négatives pour faire face à certains problèmes des communautés. Les lieux de culte ont été fermés afin d'utiliser le matériel d'hygiène dans des lieux publics essentiels, tels que les marchés. Cela s'est avéré essentiel pour le bon fonctionnement de la communauté. Ainsi, à l'entrée et au sein de chaque marché, un espace a été mis en place pour que les citoyens puissent se laver les mains, afin d'optimiser les mesures d'hygiène. Il s'agit maintenant de perpétuer les acquis.

Federico Trebucq, Secrétaire internationale, Province de Cordoue, Argentine.

La province de Cordoue a créé un centre d'opérations d'urgence (COE) qui est un commandement interdisciplinaire, qui coordonne toutes les actions de lutte contre la pandémie. Le centre unis les services publics nationaux et régionaux de santé, pompiers, forces armées et forces de police. Le tout renforcé par 11 personnes effectuant un bénévolat civil. Avec cette

coordination multidisciplinaire, les 427 localités de la province savent comment, quand et où aller en cas de personne affectée par le Covid-19. Le centre a été responsable de la distribution de matériel sanitaire de prévention venant de la nation, de sorte que l'on a garanti une distribution informelle et atteignant tous les coins de la province. Un centre d'opérations techniques a également été créé pour maintenir le contact entre les établissements de santé.

ACTIONS DANS LE DOMAINE SOCIAL OU ALIMENTAIRE

Francisco Andramuño, directeur de la Coopération Internationale de la Préfecture Morona Santiago, Equateur.

Morona Santiago était la province la moins contagieuse du pays. Avec l'état d'alerte, les gouvernements régionaux et centraux se sont mis d'accord pour fermer les frontières et contrôler que toutes les personnes entrantes respectent les protocoles sanitaires. Au sein de Morona Santiago, le préfet a travaillé avec les maires pour fournir aux secteurs les plus touchés ce dont ils ont besoin. La province, surtout, a veillé à ce que la production agricole parvienne au secteur urbain par un système de troc. Il s'agissait d'assurer l'approvisionnement des villes par le contact direct avec le territoire. Tout cela en comptant sur la complémentarité des territoires de la province, avec différents produits en raison de leurs différents climats. De même, a été lancé « Un potager pour tous », un projet permettant de cultiver, partout où il y a de la terre et de commercialiser avec ces voisins. Tout cela résulte de la conviction qu'il est fondamental de retourner à la terre, pour résoudre le problème alimentaire.

Adama Diallo, Président du département de Gossas, Sénégal

Depuis le début de la pandémie, les régions ont participé au Comité directeur national COVID19 du Sénégal. Ainsi, les régions ont été impliquées dans toutes les décisions qui, au niveau national, ont affecté l'ordre public : fermeture des aéroports, déclaration de l'état d'urgence, interdiction de quitter les départements ... Cela a conduit l'Etat à laisser les régions décider de certaines mesures. Ainsi, l'Etat a fourni une aide alimentaire à 7 946 ménages dans le département de Gossas, mais le Département a complété l'aide par un transfert de 10 millions de francs CFA pour soutenir 720 ménages supplémentaires. Des campagnes de sensibilisation du public, des achats de denrées alimentaires pour les familles confinées et des achats de produits d'hygiène réalisés par le département de Gossas ont également été mis en œuvre dans les autres départements, grâce aux comités départementaux mis en place pour définir une stratégie commune.

Maciste Diaz, Gouverneur de Huancavelica et Président de la Mancomunidad de los Andes, Pérou

Le premier problème rencontré dans de nombreuses régions a été qu'au Pérou, de nombreuses personnes vivant à Lima, où la majorité de la population est concentrée, ont voulu s'installer à

l'intérieur du pays. La Mancomunidad avait validé la proposition des conseils régionaux qui empêchait le retour de personnes dans d'autres régions du pays. Selon cette décision, les personnes devaient être mises en quarantaine là où elles se trouvaient et, au bout de 14 jours, la Mancomunidad devait envoyer des bus pour transporter les personnes. Cependant, les médias ont critiqué cette décision et 1300 personnes sont venues de différentes régions. Ils se sont alors coordonnés avec le gouvernement central pour envoyer 22 bus et improviser des abris avec toutes les commodités. Ainsi, 80 % des personnes contaminées en provenance de Lima ont été mises en quarantaine.

Jorge Guamán, préfet de Cotopaxi, Equateur.

Le gouvernement provincial de Cotopaxi a organisé la livraison de paniers contenant des produits agrologiques de producteurs locaux, en particulier parmi les secteurs urbains les plus vulnérables. Il a également mis en place l'échange des produits en les amenant des parties subtropicales à la sierra et de la sierra à la côte, dans un système de troc « Randi-randi » (quechua). Considérant que le gouvernement central n'a pas de programme prévu pour les communautés autochtones, Cotopaxi s'est chargé d'organiser des foires territoriales pour recevoir des services de bons fournis par l'État, de transport et d'échange de produits de la ville à la campagne. Le préfet de Cotopaxi souligne enfin l'importance de travailler en réseau à différents niveaux, peut-être même entre différents pays latino-américains.

Edwin Miño, directeur exécutif du Consortium des Gouvernements Autonomes Provinciaux (CONGOPE), Équateur.

CONGOPE a joué un rôle prépondérant en fournissant une assistance technique aux programmes des gouvernements provinciaux. On a particulièrement soutenu la partie sud du pays jusqu'à l'Amazonie, la plus touchée par la crise. Jusqu'à la semaine précédant le webinaire, les provinces du pays ont livré près d'un demi-million de kits alimentaires et de paniers solidaires. Dans le cadre du CONGOPE, des mesures ont été examinées en collaboration avec des organismes internationaux et des banques publiques et privées de l'Équateur. Sur les huit cent mille entreprises de l'Équateur, trente-six mille sont liées au secteur alimentaire. CONGOPE a essayé de garantir que les villes aient de la nourriture, en stimulant un contrôle des prix. Cela a été fait au détriment des producteurs, c'est pourquoi CONGOPE, revient sur ce problème et propose des solutions. En Équateur, outre la crise sanitaire, s'ajoute la crise humanitaire de la diaspora vénézuélienne, qu'ils devraient surveiller avec les organismes internationaux présents sur le continent.

Miquel Royo, directeur général des Affaires Mondiales, Catalogne.

La Catalogne s'est concentrée sur l'assistance aux personnes vulnérables. En ce qui concerne les femmes battues, la police catalane a redoublé d'efforts pour contacter les femmes qui ont été maltraitées dans le passé et le Gouvernement a lancé une campagne d'urgence. Pour la protection des personnes âgées, il a augmenté les inspections des maisons de retraite. Enfin,

pour s'occuper des enfants ou des adolescents seuls dont les parents étaient en quarantaine, des foyers ont été aménagés pendant la journée. Des hôtels vides par manque de tourisme ont également été aménagés pour les personnes qui ne pouvaient pas suivre la quarantaine à domicile. Le Gouvernement catalan a accordé 200 euros aux familles monoparentales ayant des enfants mineurs à charge. En même temps, un moratoire a été adopté pour que les 20000 familles bénéficiaires de cette aide ne paient pas d'impôts sur les aliments de base.

Mostapha Slisli, porte-parole de la majorité Région Orientale, Maroc.

L'État central du Maroc a laissé une marge de manœuvre aux conseils régionaux. La Région Orientale a contribué à un fonds spécial de 5 millions d'euros, en coordination avec les autorités locales, pour aider les huit provinces de la région. Dans le domaine de la santé, la région a soutenu les hôpitaux. En ce qui concerne l'économie, la région avait déjà mis en place des mesures avant COVID19 parce qu'elle connaît d'autres crises récurrentes, comme la sécheresse. Cela lui a permis de financer la désinfection des provinces avec 10 millions d'euros en fonds du centre de secours, normalement mobilisé pour d'autres catastrophes telles que les incendies. Depuis le début de la crise, la région, en collaboration avec l'État, a investi 60 millions d'euros, dont 9 millions ont été mobilisés par le Conseil régional pour aider les entreprises et créer plus de 6000 emplois compétitifs. En outre, une action très énergique est prévue pour soutenir le secteur touristique, fortement touché par la pandémie.

Ivonne Yáñez, directrice de la Coopération internationale de la Préfecture d'Azuay, Équateur

La province d'Azuay a organisé trois actions principales dans le domaine alimentaire. Premièrement, ils ont vendu des milliers de paniers de produits achetés à des producteurs locaux. Deuxièmement, au cours du premier mois, ils ont remis gratuitement plus de 50000 kits, à des personnes en situation de grande vulnérabilité, y compris la population vénézuélienne. Et troisièmement, ils ont livré des semences de cultures pour permettre la continuité de la production locale agricole. Les provinces, et l'Azuay parmi elles, ont activé, d'autre part, un système de troc des aliments. Pour Ivonne Yáñez, «la souveraineté alimentaire ne se fait pas seulement par la production, mais aussi par des mécanismes d'échange au niveau national ». Bien que la santé en tant que telle ne relève pas de la compétence des préfectures, dans cette situation d'urgence, les provinces équatoriennes ont mis en œuvre des mesures propres. Par exemple, à Cuenca, capitale de l'Azuay, plusieurs personnes d'autres provinces sont venues soutenir les équipes médicales.

ACTIONS DE RÉACTIVATION ÉCONOMIQUE

Marcelo Carrasco, conseiller régional de l'Araucanie et président d'ANCORE, Chili.

Les gouvernements régionaux chiliens ont mis en place différentes commissions du travail (santé, promotion productive, développement social) afin de coordonner leurs actions. Globalement, les régions ont alloué plus de 120 milliards de pesos pour faire face à l'urgence et

articulent le niveau local et national en générant des investissements directs par le biais du ministère de la santé ou des départements locaux de santé. Concrètement, l'Araucanie a créé une commission d'urgence composée de représentants élus démocratiquement, qui élaborent un plan concernant la santé, la sécurité et l'économie. Le Gouvernement national développe des programmes d'appui aux petites et moyennes entreprises, pour lesquels il a augmenté son budget. Chaque gouvernement régional dispose, de manière autonome, d'au moins un milliard de pesos pour faire face à l'urgence aux niveaux local et régional.

Carolina Delvasta, représentant de la Fédération Nationale des Départements, Colombie.

La Fédération Nationale des Départements (FND) en Colombie a travaillé avec les 32 gouverneurs pour lancer une campagne intitulée « Nous sommes tous une région ». Cette campagne a permis de récolter des aides financières et en produits. Ainsi, la FND a collaboré avec différents donateurs et des entreprises de différents secteurs, notamment dans les départements les plus touchés. La plupart des dons étaient destinés au niveau national, mais aussi à des départements spécifiques. La Fédération a été le lien entre les donateurs et les départements bénéficiaires, articulant une livraison qui a réclamé même l'utilisation d'avions pour atteindre les départements amazoniens. Il a travaillé avec le ministère de la Santé qui est le leader de la coopération internationale, pour orienter et diriger les dons.

Ahmed Ezzahidi, vice-président du Conseil régional de Sous Massa, Maroc.

L'économie de la région de Sous Massa repose sur l'agriculture, le tourisme et la pêche. Pour aider les producteurs agricoles, des réunions ont été organisées avec des associations de producteurs et des mesures de sécurité ont été mises en place sur les lieux de production et de réunion des employés. En ce qui concerne l'économie solidaire, la région a créé un partenariat "Initiative Sous Massa" consacré à la mise à disposition de crédits allant jusqu'à 30000 euros pour les petites entreprises et les petits entrepreneurs qui bénéficieront également des facilités de paiement. La région organise régulièrement des réunions avec des représentants des différents niveaux de gouvernance et des divers secteurs économiques, notamment celui du tourisme, afin de créer un fonds pour aider les entreprises du secteur et développer le tourisme territorial.

Fernando Galarza, directeur de la Coopération internationale du département de Tarija, Bolivie.

L'économie de Tarija dépend presque absolument de la production de pétrole et de gaz. Quarante-vingt-dix pour cent des revenus proviennent de cette production et de cette exportation, ce qui explique pourquoi le revenu du pays et du département a chuté de façon significative. Les départements ont mis en œuvre des mesures de manière autonome, tout en appliquant des mesures du gouvernement national. La loi nationale a décrété trois nouvelles obligations destinées aux personnes âgées, à la petite enfance et aux personnes sans emploi ou sans revenu fixe. Tarija a décrété une prime départementale de 100 dollars sur trois mois pour les mères qui ont des enfants en bas âge. Il a également fourni des paniers alimentaires de produits provenant

de son territoire pour relancer la petite production de produits qui ne pouvaient être importés en raison de la pandémie. Enfin, le gouvernement départemental a travaillé avec les banques pour offrir des crédits aux petites et moyennes entreprises.

Fátima el Hassani, présidente du Conseil régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Maroc.

Cette région du nord, très peuplée, est parmi les trois plus touchées par la pandémie du Royaume du Maroc. Avec une forte concentration d'infrastructures industrielles et de nombreuses entreprises, il a été essentiel de garantir leur activité. Ainsi, parallèlement au Plan d'action national mis en place, le Conseil de la Région a centré son action sur la gestion de la crise, en privilégiant l'appui aux secteurs économique et de la santé. En ce qui concerne le travail social, les mesures de protection ont été axées sur les fonctionnaires et les employés, qui ont continué à être rémunérés. Il n'y a pas eu de licenciements ni de réduction des salaires. Le télétravail et les horaires d'équipes ont été normalisés et sont déjà organisés en prévision de la fin de l'enfermement. L'aide alimentaire, qui a été distribuée dans tout le pays, à Tanger Tétouan Al Hoceima, a atteint les 70000 familles les plus vulnérables.

Rafa Hueso, Direction des relations extérieures. Gouvernement basque.

Le gouvernement du Pays basque (avec plus de 1 400 tués par COVID-19) a pris diverses mesures pour surmonter la crise. L'isolement a contraint des commerces, des travailleurs indépendants et des entreprises à fermer, ce qui a entraîné une baisse phénoménale du PIB. Pour soutenir les petites entreprises et les travailleurs indépendants touchés par la crise sanitaire, le gouvernement va leur consacrer 568 millions d'euros. Au-delà de cela, et pour répondre aux besoins de liquidité et de financement des actifs courants au cours des six premiers mois. Il a été préparé plusieurs programmes avec un budget de 500 millions d'euros de prêts, pour soutenir le réseau des entreprises basques. A l'initiative de l'Institut basque de l'Institut des Finances, les programmes disposent également d'une ligne de financement de 25 millions d'euros prêtée aux indépendants et aux petites entreprises à 0% d'intérêt. Enfin, le programme «Bideratu», qui signifie «orienter», alloue 20 millions d'euros à la restructuration et à la relance des entreprises ; une allocation de 13 millions d'euros permettra de supporter les coûts ; et un autre de 6 millions d'euros sera consacré à l'achat de produits périssables excédentaires de première production.

Camilo Lloreda, directeur de la Région Administrative et de Planification du Pacifique, Colombie.

Le RAP Pacifique a décidé de diviser ses travaux sur la pandémie en deux temps. Ils ont d'abord répondu à l'urgence. Les quatre gouverneurs du RAP ont négocié avec le Ministère des Mines et des Énergies la subvention de 50% sur la valeur du carburant diesel marin, pour les transporteurs de cabotage du littoral Pacifique. La région a géré le don de litres d'alcool aux départements de la région, afin d'atténuer les effets de la pandémie et a profité de sa position frontalière, pour collaborer avec des pays voisins, comme le Panama et l'Équateur. Deuxièmement, dans un effort conjoint, des acteurs privés, publics, des entreprises, des gouverneurs et de la société civile, se

sont réunis pour représenter le Pacifique, devant le gouvernement national. Aussi pour convenir de projets communs après la crise. Dans le but de relancer l'économie, RAP Pacifique travaille au renforcement des agro-chaînes pour assurer la sécurité alimentaire dans la région Pacifique, ainsi que pour encourager l'emploi pour une bourse permettant l'injection de capital aux entreprises.

Soudjata Radjassegarane, Directeur de l'Énergie, de l'Économie Circulaire et de la Biodiversité.
Conseil régional de l'île de la Réunion, France.

Le Conseil régional est compétent en matière économique et a donc, depuis le 17 mars, mis en œuvre un plan économique régional exceptionnel. Premièrement, une aide d'urgence de 50 millions d'euros a été allouée aux entreprises. Pour les très petites entreprises de moins de 10 salariés et qui justifient une perte de chiffre d'affaires d'au moins 20%, l'île de la Réunion a créé un Fonds régional de solidarité qui contribue à distribuer une aide entre 1 000 et 2 500 euros. En association avec la Banque d'investissement, le Conseil régional a également créé un Fonds régional de garantie de 6 millions d'euros, dont 3 millions ont été investis par la Région, pour garantir le renforcement de la structure financière des petites entreprises. La région a également choisi d'accompagner les petites entreprises dans la transition numérique, élément vital pour la continuité de leur activité dans ce contexte d'urgence. Le Comité économique exceptionnel pour la gestion des crises, créé dès le début de la diffusion, implique tous les acteurs des secteurs public et privé. Ainsi, des professionnels de l'importation et de l'exportation au secteur du tourisme se sont alignés sur les politiques publiques.